



ÉNERGIES VERS UN GRAND SERVICE PUBLIC

L'énergie est un bien commun.

Son accès doit être assuré pour tous, pays et individus. Or, aujourd'hui 2,6 milliards d'humains en sont privés, et la maîtrise des ressources énergétiques est source de conflits et de tension.

En France le gouvernement s'est engagé dans un processus de privatisation des entreprises publiques EDF et GDF.

Si une telle démarche devait aboutir elle aurait de graves conséquences pour le pays comme pour les utilisateurs. La dérégulation énergétique pour les entreprises a ainsi entraîné une hausse de 48% des tarifs. Le risque de voir la même chose se produire pour les ménages est grand. De même l'augmentation spectaculaire des tarifs du gaz, économiquement injustifiée, pèse lourd sur le budget des familles.

Confier au privé la maîtrise de l'énergie c'est priver la Nation d'un des outils de son développement, renoncer à une vraie politique d'aménagement du territoire, tourner le dos à une économie respectueuse de l'environnement.

Les entreprises privées, soumises aux lois du marché, ont intérêt à une augmentation de la consommation d'énergie, le devenir de notre planète exige d'autres choix, raisonnés et décidés démocratiquement.

Par ailleurs, la sécurité des centrales nucléaires dont est garant EDF ne peut en aucun cas être soumise à la logique du profit.

Pour toutes ces raisons, nous refusons la privatisation d'EDF et la fusion de GDF et de Suez.

Le gouvernement « justifie » le bien-fondé de ces privatisations par la nécessité de créer des entreprises de plus grande taille pour faire face à la concurrence.

Appel pour un grand service public de l'énergie

Nous proposons la constitution d'un grand pôle public de l'énergie regroupant EDF, GDF, AREVA, la COGEMA, TOTAL, la SNET, la CNR, le CEA et l'ADEME.

Ce pôle public aurait la mission de conduire la politique énergétique de la France définie par le parlement. Il permettrait de mener une politique énergétique cohérente s'appuyant sur toutes les ressources énergétiques dont dispose notre pays ; il permettrait de rendre à la nation les profits considérables réalisés notamment par Total (21 milliards d'euros pour 2004 et 2005). Il participerait à la création d'une Europe de l'énergie basée sur le respect de l'indépendance énergétique des états membres, sur la coopération et sur un engagement fort à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Il aurait aussi parmi ses priorités d'orienter et de financer la recherche et le développement des énergies du futur, plus respectueuses de l'environnement. Dans ce cadre, des recherches pour une utilisation propre du charbon limitant l'effet de serre devraient être entreprises, pour permettre à la France de disposer de cette richesse nationale et proposer aux pays émergents qui utilisent cette énergie de le faire dans des conditions optimum pour l'ensemble de la planète. Nous demandons aussi que les politiques d'urbanisme et de transport urbain soient pensées en fonction de leur efficacité sociale et intègrent la maîtrise de l'énergie.

Nous appelons la population, les organisations syndicales, les élus à relayer cet appel pour un grand service public de l'énergie au service de notre pays et de ses habitants.

Karim Ghendouf
Conseiller régional délégué à l'énergie

Roger Meï
Maire de Gardanne

Hervé Schiavetti
Maire d'Arles
Conseiller Général délégué à l'énergie